

## **Circulaire n° 74-328 du 16 septembre 1974**

(Education : Direction de l'administration générale et des affaires sociales, service des affaires administratives communes, division du contentieux général)

Texte adressé aux recteurs, aux inspecteurs d'académie et aux préfets.

*Les accidents de service et du travail des personnels des établissements scolaires préélémentaires et des premier et second degrés.*

Les transformations du système éducatif et les méthodes pédagogiques nouvelles, ouvertes davantage sur le monde extérieur, ont élargi et diversifié considérablement les tâches d'enseignement. Elles ont eu pour effet de donner une dimension plus large à la notion d'éducation qui ne se limite plus seulement aux activités scolaires proprement dites, organisées directement dans les établissements, mais qui s'étend de plus en plus aux activités éducatives organisées à l'extérieur, parfois avec le concours d'autres personnes ou d'autres institutions.

Certaines activités éducatives qui pouvaient être considérées jusqu'ici comme des activités accessoires doivent désormais s'intégrer dans une conception plus large du service public d'éducation ; par là même, elles font partie des obligations et des charges des enseignants.

C'est par rapport à cette mission du service public d'éducation que doivent s'apprécier concrètement les conditions d'imputabilité au service des accidents pouvant survenir aux enseignants.

### **I. ACCIDENTS QUI SURVIENNENT A L'OCCASION DE LA MISSION DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION**

C'est ainsi que sont considérés comme accidents de service pour les personnels titulaires et stagiaires, ou accidents du travail pour les autres personnels, ceux qui surviennent au cours d'une activité organisée, dans ses principes et ses modalités, dans le cadre de la réglementation en vigueur, par le chef d'établissement ou l'autorité hiérarchique compétente, ou avec leur accord ; cet accord pouvant être exprès ou résulter de ce que les autorités compétentes, préalablement informées, n'ont pas formulé d'opposition.

A cet égard, il convient de distinguer deux types d'activités scolaires selon que l'enseignant exerce ses fonctions avec ou sans ses élèves :

#### **A) Activités exercées avec les élèves**

Toute activité éducative organisée dans le cadre de la réglementation en vigueur, par le chef d'établissement, ou l'autorité hiérarchique compétente, ou avec leur accord, quelle que soit la forme que revêt cette activité et le lieu où elle s'exerce, doit être considérée comme relevant du service public d'éducation.

a) Cette notion recouvre différentes réalités, telles que par exemple en l'état actuel de la réglementation :

Les activités scolaires proprement dites organisées dans l'école ou l'établissement pendant les horaires de classe ;

Les classes de neige, les classes de mer, les classes vertes (circulaires n° IV-68-450 du 14-11-1968, n° 71-168 du 6-5-1971 et n° 72-250 du 26-6-1972) ;

Les activités organisées au titre du tiers temps pédagogique (circulaire n° 69-897 du 8-12-1969) ;

Les activités entreprises pendant le contingent horaire de 10 % mis à la disposition des établissements d'enseignement secondaire (circulaire n° 73-162 du 27-3-1973) ;

Les activités parascolaires directement organisées dans le cadre de l'établissement (notamment les foyers socio-éducatifs, associations sportives des établissements, coopératives scolaires, cantines scolaires, études surveillées) ;

Les échanges internationaux de professeurs et d'élèves réalisés dans le cadre des appariements pendant l'année scolaire tels qu'ils sont définis par la circulaire n° 74-176 du 10 mai 1974.

Même dans l'hypothèse où ces activités sont poursuivies avec les moyens techniques ou le relais financier d'une association privée, elles doivent être considérées comme entrant dans le cadre de la mission du service public d'éducation confiée aux enseignants dès lors qu'elles constituent un prolongement normal et pédagogiquement souhaitable de leurs fonctions et qu'elles sont conformes à la réglementation en vigueur.

J'insiste tout particulièrement pour que le dossier constitué en cas d'accident comporte un document faisant apparaître, si tel est le cas, que l'accident s'est produit au cours d'une activité relevant bien du service public d'éducation, organisée par le chef d'établissement, ou le directeur d'école, ou avec son accord, dans le cadre de la réglementation et qu'il est survenu à un moment où la victime se trouvait dans les conditions de temps et de lieu correspondant à la notion d'activité relevant du service public d'éducation.

b) La même notion d'activité de service s'applique aux sorties et aux voyages éducatifs organisés en France ou à l'étranger par l'établissement scolaire, même pendant les jours de congé ou les vacances, dans la mesure où l'enseignant s'y trouve en service.

La preuve de cette situation ne peut résulter dans ce cas que d'un ordre de service écrit.

## **B) Activités exercées sans les élèves**

1° Le bénéfice de la réglementation sur les accidents de service ou les accidents du travail des agents de l'Etat pourra également être accordé dans le cas où l'accident survient au cours d'une démarche préparant une activité à mener avec les élèves. Il est nécessaire toutefois que cette activité ne soit pas interdite par le règlement et qu'elle soit liée à l'exécution du service public d'éducation.

Ce sera notamment le cas d'un déplacement rendu nécessaire par les nouvelles formes et modalités de la fonction éducative (comme une prise de contact préalable, la reconnaissance des lieux en vue du fonctionnement d'une classe de nature ou d'un stage ou le contrôle de l'activité des élèves accomplissant un stage dans une entreprise).

Le dossier d'accident devra comprendre une pièce ou attestation faisant ressortir que l'activité au cours de laquelle s'est produit l'accident était liée à l'exécution du service public d'éducation.

2° Les accidents survenant au cours de stages de formation ou de recyclage organisés par les autorités académiques ou sur leur demande peuvent être également couverts au titre de la législation sur les accidents de service ou les accidents du travail.

Il est nécessaire à cet effet que figure dans le dossier d'accident la convocation, la note portant désignation pour participer au stage ou l'ordre de mission délivré par les autorités hiérarchiques, ou tout autre document ayant le même objet.

Il est rappelé que l'ensemble des dispositions qui précèdent s'appliquent aux personnels enseignants non titulaires.

## **II. ACCIDENTS QUI SURVIENNENT AU COURS D'UNE ACTIVITÉ ACCESSOIRE AU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION**

### ***A) Activité accessoire exercée pour le compte d'une collectivité publique autre que celle à laquelle appartient l'enseignant titulaire ou stagiaire***

Le décret n° 68-353 du 16 avril 1968 modifiant le décret n° 50-1080 du 17 août 1950 dispose que l'accident qui survient à un fonctionnaire titulaire ou stagiaire au cours d'une activité accessoire exercée pour le compte de l'Etat, d'un département, d'une commune ou d'un établissement public doit être réparé comme s'il était survenu au cours de l'activité principale. Dans ces conditions, l'accident qui se produit au cours d'une sortie à la neige organisée, par exemple, par la Caisse des écoles (établissement public communal) ouvre droit au bénéfice de la réglementation sur les accidents de service des fonctionnaires de l'Etat.

### ***B) Activité accessoire exercée pour le compte d'une association privée participant au service public d'éducation***

Un projet de décret est actuellement à l'étude pour compléter le décret n° 68-353 du 16 avril 1968 ayant modifié le décret n° 50-1080 du 17 août 1950 en vue de couvrir le risque d'accident d'enseignants apportant leur concours aux activités éducatives de certaines associations péri ou postscolaires complétant ou prolongeant celles des établissements scolaires. La liste des associations concernées sera alors fixée par un arrêté d'application.

Dans le cadre de la réglementation actuelle, si l'association privée à laquelle il prête son concours a versé des cotisations au régime général de la Sécurité sociale pour le risque « accidents du travail » (cas d'une participation rémunérée) ou a souscrit un contrat d'assurance approprié (cas d'une participation bénévole), l'enseignant victime d'un accident au cours d'une activité accessoire exercée en dehors de son temps de service peut obtenir la réparation correspondante.

## **III. ACCIDENTS QUI SURVIENNENT AU COURS D'ACTIVITÉS SANS LIEN AVEC LE SERVICE EXERCÉES AU TITRE PERSONNEL PAR L'ENSEIGNANT**

Toute activité autre que celles précédemment énumérées aux paragraphes I et II ci-dessus, qu'elle soit exercée par l'enseignant pour son propre compte ou pour celui d'un organisme de droit privé, ne peut en aucun cas donner lieu à l'application de la réglementation sur les accidents de service ou les accidents du travail des agents de l'Etat.

Outre la protection qu'ils reçoivent déjà en tant que tels, les personnels non enseignants bénéficient à l'extérieur des établissements des dispositions de la présente circulaire dans les mêmes conditions que les personnels enseignants, dès lors qu'ils ont été chargés de fonctions éducatives spécifiques à l'occasion d'une activité pédagogique déterminée.

Il est rappelé à MM. les Recteurs que les circulaires des 27 septembre 1962 et 23 octobre 1968 les ont habilités à prendre les décisions d'imputabilité au service des accidents survenus aux personnels de leurs établissements. Cependant, je les invite à consulter mes services chaque fois qu'un cas leur apparaîtra d'une appréciation particulièrement délicate.

Je vous demande d'assurer la diffusion la plus large de la présente circulaire, qui sera publiée au *Bulletin officiel de l'Education*.

(BO n° 34 du 19 septembre 1974.)

<p>SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).</p>
--